

Sauver l'éducation pour tous

Réformer l'initiative Fast Track en un Fonds mondial pour l'éducation



Enfants sur le chemin de l'école, Nicaragua, février 2008. Katie Malouf/Oxfam

Des progrès remarquables ont été réalisés ces dix dernières années pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en matière d'éducation. Grâce à une aide mieux déployée et à un engagement politique fort au sein des pays en développement, le nombre de filles scolarisées a augmenté et les taux d'inscription dans les écoles ont évolué dans le bon sens. Ces résultats risquent toutefois d'être mis à mal par la crise économique mondiale, avec une tendance à la diminution des aides et l'apparition de nouveaux défis en termes d'éducation. Avec 72 millions d'enfants toujours non scolarisés, les pays les plus démunis ont besoin d'un programme mondial d'urgence pour financer les mesures en faveur de l'éducation pour tous.

S'appuyant sur un nouveau rapport de recherche d'Oxfam, la présente note se penche sur les effets positifs et les limites du partenariat EPT-FTI (Éducation pour tous-Initiative Fast-Track). Elle appelle à la réforme du FTI en un Fonds mondial pour l'éducation plus ambitieux et plus efficace. Cette refonte doit permettre une gestion autonome et une gouvernance inclusive, une appropriation nationale plus forte grâce à une aide de meilleure qualité, des structures de responsabilité améliorées et davantage de souplesse pour répondre aux besoins des enfants vivant dans des régions instables ou en conflit. Cette transformation doit être la priorité des donateurs pour 2010.

Le rapport de recherche complet d'Oxfam est disponible à l'adresse www.oxfam.org.

Éducation : une « success story » toujours inachevée

La première décennie du nouveau millénaire devait s'inscrire dans l'histoire comme un tournant prometteur pour tous les enfants du monde.

« Nous affirmons qu'aucun pays sérieusement engagé en faveur de l'Éducation pour tous ne verra ses efforts contrecarrés par l'absence de ressources. »

Cadre d'action de Dakar, avril 2000

Des progrès notoires ont été réalisés dans les pays en développement, sous l'impulsion d'un nouvel engagement mondial visant à garantir l'accès à l'éducation pour tous (EPT).¹ Pour y parvenir, les aides ont été considérablement augmentées (jusqu'en 2005), la dette a été largement allégée et l'engagement politique en faveur de l'Éducation pour tous dans les pays en développement s'est intensifié. EPT-FTI (Éducation pour tous-Initiative Fast-Track) a également été créé en 2002 sous la forme d'un partenariat mondial soutenant les efforts nationaux pour universaliser l'accès à l'enseignement primaire.

Les premiers résultats n'ont pas tardé à suivre. Le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde a chuté de 33 millions pour atteindre 72 millions d'enfants en 2007. Dans tous les pays en développement, le taux d'inscription dans les écoles primaires a augmenté à un rythme deux fois plus élevé dans les années suivant 1999 que dans les années 1990. L'augmentation des aides a permis à de nombreux pays africains d'abolir les frais de scolarité dans les écoles primaires, entraînant un important regain d'inscriptions. La proportion de garçons et de filles a commencé à s'équilibrer. Dans les écoles primaires, la parité a même été atteinte dans les deux tiers des pays pour lesquels nous disposons de données.

Cet élan a hélas pris un tournant moins prometteur vers le milieu de la décennie. Dès 2005, l'aide mondiale consacrée à l'éducation de base a commencé à stagner, puis à décliner de façon alarmante de 22 % entre 2006 et 2007.

Outre ce ralentissement, la qualité de l'aide dédiée à l'éducation s'est dégradée de façon inacceptable. Cette aide est souvent apparue désordonnée, fragmentée et tributaire des priorités des donateurs. Par exemple, le Cambodge comptait en 2006 16 donateurs soutenant 57 projets dans le seul secteur de l'éducation. Certains donateurs continuent de contourner les systèmes nationaux, de proposer des programmes d'aide isolés des stratégies nationales et d'opter pour des objectifs à court-terme, ce qui nuit à l'efficacité même de leur aide sur le long terme.

On comptait en 2007 plus d'enfants non scolarisés dans le monde que d'enfants scolarisés en école primaire dans l'ensemble des pays développés.

Les objectifs en matière d'éducation pour tous sont aujourd'hui encore confrontés à des défis majeurs. Malgré une tendance à l'augmentation des inscriptions, on comptait en 2007 plus d'enfants non scolarisés dans le monde que d'enfants scolarisés en école primaire dans l'ensemble des pays développés. Malgré le fait avéré que l'éducation des filles

constitue un avantage notoire sur les plans économique et de la santé publique, le taux d'inscription des filles n'est jamais parvenu à parité avec celui des garçons, surtout dans l'enseignement secondaire.

En 2008, le monde est frappé par une nouvelle crise économique. Son impact à long terme sur l'éducation devrait être très néfaste, à l'image des précédentes périodes de récession. Certaines familles parmi les plus démunies pourraient être amenées à déscolariser leurs enfants pour des raisons économiques. La malnutrition gagne du terrain et l'éducation de nombreux autres enfants sera mise à mal par la faim et une croissance en berne. En Afrique sub-saharienne, les ressources totales dédiées à l'éducation pour 2009 et 2010 ont été réduites de 4,6 milliards d'USD par an.²

L'UNESCO estime aujourd'hui le manque de financement global alloué à l'éducation à 16 milliards d'USD par an.³ Et comme les donateurs envisagent des coupes budgétaires, les progrès difficilement obtenus en matière d'éducation sont aujourd'hui plus vulnérables que jamais.

Au moment où les besoins sont les plus forts, le partenariat mondial de financement pour l'éducation (FTI ou Initiative Fast Track) est dans l'incapacité d'y répondre.

Au moment où les besoins sont les plus forts, le partenariat mondial de financement pour l'éducation (FTI ou Initiative Fast Track) est dans l'incapacité d'y répondre. Le manque de constance dans l'engagement des donateurs et plusieurs problèmes techniques et structurels n'ont pas permis au FTI d'obtenir des ressources plus conséquentes en matière d'éducation, ni de déployer rapidement et efficacement ses ressources existantes.

La présente note d'information s'appuie sur un rapport de recherche d'Oxfam analysant les forces et les faiblesses du FTI et défend une réforme complète de l'initiative en un Fonds mondial pour l'éducation plus ambitieux, à opérer en 2010.

2

Le partenariat EPT-FTI : un pas de géant pour l'éducation

Le FTI a développé un modèle très novateur. Pour commencer, les pays en développement impliqués élaborent eux-mêmes des stratégies nationales en matière d'éducation qui reflètent leurs propres priorités. Ensuite, ces programmes sont approuvés par des donateurs nationaux d'après des critères acceptés, soulignant la légitimité de l'investissement. Enfin, les donateurs prennent en charge la partie restante du programme qui ne peut pas être financée à l'échelle du pays en harmonisant leur aide bilatérale et en contribuant à un fonds fiduciaire multi-donateurs pour les pays FTI, appelé Fonds catalytique.

Cette approche vise à stimuler une augmentation des ressources via un « effet catalytique » où les donateurs nouveaux et existants peuvent accroître leur soutien en toute confiance auprès des pays approuvés grâce à la qualité supérieure de ces plans d'éducation. Elle doit

également permettre d'optimiser l'efficacité de l'aide en stimulant la coordination des donateurs au niveau national, en harmonisant les processus et en adaptant les programmes d'aide en fonction des priorités de chaque pays.

16 pays FTI ont déjà atteint la parité garçons-filles dans les écoles primaires, et 16 autres devraient y parvenir d'ici 2015.

Bien qu'il soit délicat d'attribuer les effets positifs au seul FTI, on constate une corrélation entre le soutien FTI et l'obtention de résultats probants en matière d'éducation. Par exemple, et non des moindres : de 2000 à 2007, le taux d'inscription a augmenté de 64 % dans les pays FTI de l'Afrique sub-saharienne, soit le double du taux observé dans les pays non-FTI. 16 pays FTI ont déjà atteint la parité garçons-filles dans les écoles primaires. Dans la plupart des pays FTI, les donateurs bilatéraux ont également réalisé des progrès importants sur de nombreux indicateurs de l'efficacité de l'aide approuvés à Paris en 2005 et destinés à optimiser l'efficacité et l'impact de l'aide.

Certains éléments spécifiques du modèle FTI ont joué un rôle clé dans les progrès réalisés :

- **L'approbation de plans d'éducation de grande qualité** est apparue comme l'une des grandes réalisations de l'initiative. Ces plans sont approuvés par le groupe de donateurs nationaux, qui donne ensuite son accord de principe pour combler les carences identifiées dans le plan en termes de financement. La promesse d'un financement accru suite à l'approbation a encouragé une amélioration des politiques et de la planification au niveau national, tout en conférant à l'éducation un plus haut niveau de priorité.
- **Un recentrage pertinent du dialogue politique au niveau national.** Plutôt que de dicter des priorités, l'approche FTI privilégie l'appropriation nationale en matière de stratégies et de politiques éducatives. Des exemples récents indiquent que le FTI a fait progresser le dialogue politique et la planification stratégique dans certains pays.
- **Un mécanisme de financement mondial.** Le Fonds catalytique du FTI est déterminant pour la réussite de l'initiative. Dans de nombreux pays, cette ressource essentielle a permis de réduire ou de combler totalement les déficits de financement dans l'enseignement primaire.
- **Une double démarche souple.** L'initiative encourage une vaste participation des donateurs, à la fois par le biais du Fonds catalytique et via des programmes d'aide bilatérale coordonnés et conformes aux stratégies nationales. Cette souplesse offre plusieurs options aux donateurs et contribue grandement à l'amélioration de l'efficacité de l'aide bilatérale.
- **L'harmonisation et la coordination des donateurs** se sont révélées être un autre point fort de l'approche FTI. L'initiative a permis d'améliorer la coopération des donateurs nationaux et l'harmonisation de l'aide bilatérale par rapport aux plans d'éducation, renforçant ainsi l'impact des programmes d'aide tout en réduisant les coûts de transaction associés à leur supervision et à leur mise en place.

Malgré ces résultats, l'impact de l'initiative Fast Track a été atténué par des contraintes structurelles et des problèmes politiques, si bien que ses principes ne se sont pas toujours traduits dans la réalité. Une récente évaluation externe⁴ commandée par le partenariat FTI souligne plusieurs aspects préoccupants relayés de plus en plus par la société civile, les donateurs concernés et d'autres parties prenantes.

Ces préoccupations, abordées plus en détails dans le rapport de recherche d'Oxfam, ne portent pas tant sur le modèle ou l'approche globale du partenariat FTI, mais sur la façon dont il a été mis en place :

- **Manque d'autonomie politique et opérationnelle :** la Banque mondiale a joué un rôle prédominant. À l'échelle de la planète, la Banque mondiale accueille le Secrétariat Fast Track et son personnel, agit comme administrateur du Fonds catalytique, est souvent en première ligne dans la mise en œuvre des subventions accordées pour l'assistance technique du FTI et occupe une place clé au Comité directeur du FTI. À l'échelle nationale, la Banque mondiale influe sur les décisions en termes d'approbation et détermine les modes et les conditions d'octroi des subventions du Fonds catalytique. Tout ceci a brouillé l'identité de l'initiative et a entraîné un manque de participation des autres donateurs, sans parler des potentiels conflits d'intérêts.
- **Une gestion et une gouvernance inadéquates :** outre cette autonomie insuffisante, le Secrétariat Fast Track est loin de disposer de ressources à la hauteur de l'ambition et de l'ampleur de l'initiative. Les structures de gouvernance globale de l'initiative sont dominées par les donateurs, sans participation effective des états des pays en développement ou des organisations de la société civile. Sur le plan national, les structures FTI sont souvent peu influentes et manquent de visibilité. Les décisions sur les plans d'éducation sont prises par les donateurs, sans mécanisme garantissant le dialogue entre les services de l'état en charge de l'éducation, d'une part, et la société civile du pays et les parties prenantes, d'autre part.
- **Une aide de piètre qualité du Fonds catalytique :** si l'efficacité de l'aide a été améliorée par le biais des processus FTI incluant des donateurs bilatéraux, le Fonds catalytique obtient quant à lui des résultats médiocres en termes d'efficacité. Ce Fonds fait l'objet de retards de décaissement depuis 2007, suite à une décision du Comité directeur de la Banque mondiale imposant des procédures bureaucratiques fastidieuses. Toute prévision à court terme sur la mise à disposition de cette aide s'est donc avérée difficile. Avec le mode de gestion actuel de la Banque mondiale, le Fonds catalytique n'est pas assez souple pour fournir une aide via les canaux les mieux adaptés pour couvrir les besoins des pays bénéficiaires. Enfin, de manière générale, les opérations réalisées avec le Fonds catalytique manquent de transparence.
- **Une mobilisation insuffisante des ressources par rapport au**

« Le FTI est considéré comme un produit de la Banque mondiale, et non comme un effort porté par plusieurs entités bilatérales. »

Collaborateur d'un donateur au Cambodge

niveau requis : la majorité des engagements du Fonds catalytique est assurée par un petit groupe de donateurs, en tête duquel figurent notamment les Pays-Bas, l'Espagne et le Royaume-Uni. Le Secrétariat Fast Track estime qu'1,2 milliard d'USD de fonds supplémentaires seront requis sur la seule année 2010 pour combler les déficits de financement dans les pays FTI, un chiffre sans doute largement sous-estimé. Même si un cycle de réapprovisionnement est en cours, les engagements requis ne sont pas encore garantis. Par ailleurs, les donateurs bilatéraux des pays FTI ne sont pas parvenus à déployer des programmes d'aide susceptibles de combler les déficits de financement à l'échelle nationale.

- **Exclusion des régions instables ou en conflit** : dans le monde, plus d'un tiers des enfants non scolarisés vivent dans 20 pays touchés par un conflit, alors qu'un cinquième seulement de l'aide consacrée à l'éducation est destinée à ces régions. L'une des grandes faiblesses du modèle FTI est qu'il exclut les pays dont les dirigeants n'ont pas la capacité ou la volonté politique de mettre en place des plans d'éducation de grande qualité, notamment les pays touchés par un conflit armé.

4

Améliorer le modèle FTI : une vision pour la prochaine génération

Les limites politiques et structurelles de l'initiative Fast Track ont sérieusement freiné sa capacité à renforcer l'aide en termes d'éducation de base. Les tentatives sporadiques de réforme sont insuffisantes pour répondre de façon adéquate aux problèmes profonds identifiés par le rapport de recherche d'Oxfam et lors de l'évaluation externe.⁵ Pourtant, les solutions sont à la fois simples et réalisables.

Au lieu de repartir de zéro avec une nouvelle initiative, nous devons nous inspirer des progrès considérables et des investissements déjà consentis dans le FTI. En outre, la création d'une nouvelle initiative en parallèle du FTI entraînerait une fragmentation des actions mondiales en faveur de l'EPT. Une telle situation est à éviter, car elle amenuiserait l'impact de nos efforts collectifs.

Dans le domaine de l'éducation, l'initiative de financement de prochaine génération doit tirer des enseignements (à la fois positifs et négatifs) de l'expérience des fonds mondiaux pour la santé, notamment le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria (GFATM), et s'inspirer des excellentes recommandations accompagnant l'évaluation externe récente du FTI.

Dans cette note, on parlera de Fonds mondial pour l'éducation pour désigner une initiative FTI réformée et refondue. Une nouvelle dénomination est requise pour insuffler une énergie nouvelle et

Nos militants se reconnaissent dans l'expression "Fonds mondial pour l'éducation", car elle définit clairement un objectif. Toutefois, la forme importe moins que le fond.

signifier clairement les améliorations attendues. Nos militants se reconnaissent dans l'expression « Fonds mondial pour l'éducation », car elle définit clairement un objectif. Toutefois, la forme importe moins que le fond.

Un leadership approprié

Le futur Fonds mondial pour l'éducation devra en premier lieu définir le type de leadership et de gestion qui permettront sa réussite :

- Un **partenariat multilatéral entièrement autonome**, formellement et légalement indépendant de toutes les autres institutions, y compris la Banque mondiale, les agences des Nations Unies et les acteurs bilatéraux ;
- Une **nouvelle dénomination stratégique** du FTI pour rompre avec le passé, souligner son autonomie et renforcer son image mondiale ;
- Un **Secrétariat indépendant** avec des ressources appropriées pour surveiller et signaler tout déficit de financement, les flux d'aide bilatéraux et l'efficacité de l'aide, pour améliorer la présence de l'initiative et les systèmes de communication au niveau national, pour prendre des décisions opérationnelles sur le décaissement de fonds fiduciaires et pour faire respecter les engagements pris par les donateurs et les états bénéficiaires ;
- Un **fonds fiduciaire multi-donateurs** en remplacement du Fonds catalytique, capable de débloquer rapidement et de façon responsable des fonds ambitieux pour répondre en urgence aux besoins de financement des pays approuvés. Ce fonds doit tabler sur un financement initial des donateurs de 5 milliards d'USD pour sa première année, renforçant l'engagement des donateurs à couvrir en cinq ans les deux tiers du déficit de financement annuel en matière d'EPT.
- **Des structures de gouvernance démocratique** au niveau mondial et national, inspirées des meilleures pratiques identifiées dans des initiatives similaires et garantissant la participation des représentants de la société civile et d'autres parties prenantes ;
- **Des panels d'experts** constitués de spécialistes internationaux de l'éducation et d'experts locaux afin de mieux évaluer et d'améliorer la qualité des plans d'éducation. Ces panels doivent notamment se concentrer sur la composante des plans ayant trait à l'éducation des filles et à la parité dans les écoles.

Le nouveau fonds doit tabler sur un financement initial des donateurs de 5 milliards d'USD pour sa première année, renforçant l'engagement des donateurs à couvrir en cinq ans les deux tiers du déficit de financement annuel en matière d'EPT.

Une véritable appropriation nationale

Une initiative de financement renforcée en matière d'éducation doit permettre d'optimiser l'efficacité de l'aide en encourageant les meilleures pratiques, notamment en transférant la fonction d'enseignement aux pays en développement eux-mêmes. Pour cela, elle doit proposer une aide qui permette aux pays bénéficiaires de disposer

de davantage d'*informations*, de *capacité* et de *contrôle*.⁶ Il s'agit en outre de mettre en place une communication transparente au sujet des nouvelles ressources et de leur utilisation, de renforcer les capacités des pays en recourant aux systèmes gouvernementaux et en investissant dans les organes de contrôle de la société civile. Il faut enfin transférer le contrôle en permettant aux pays de gérer eux-mêmes leur programme de développement et les ressources allouées à l'aide. Un Fonds mondial pour l'éducation doit :

- S'engager à **divulguer les informations de façon transparente** en s'inspirant de l'exemple du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria et à respecter les normes de l'IATI (International Aid Transparency Initiative) sur le partage des informations ;
- Fournir un **financement plus prévisible sur le long terme** par le biais d'un fonds fiduciaire global, en inscrivant les engagements en termes d'aide dans un calendrier sur cinq ;
- Renforcer la capacité des états bénéficiaires **en utilisant les systèmes nationaux** pour l'approvisionnement et la gestion des finances publiques ;
- **Renforcer les capacités des organisations de la société civile de chaque pays** à demander des comptes à leurs états respectifs en matière de dépenses et de fourniture des programmes d'éducation, en dédiant 3 % du financement total à cette fin ;
- Laisser les pays décider pour eux-mêmes en **intensifiant l'aide par le biais d'un soutien budgétaire** et d'autres modalités d'aide conformes aux priorités de ces pays. Le soutien budgétaire est la seule modalité d'aide susceptible d'aider les états à payer les salaires des 10,3 millions de nouveaux enseignants requis dans le monde entier pour universaliser l'accès à l'enseignement primaire d'ici 2015. Ce financement doit être conditionné par le taux de réalisation des objectifs définis en commun en matière d'éducation.

Le soutien budgétaire est la seule modalité d'aide susceptible d'aider les états à payer les salaires des 10,3 millions de nouveaux enseignants requis dans le monde entier pour universaliser l'accès à l'enseignement primaire d'ici 2015.

Une portée étendue

Pour devenir une réalité, l'Éducation pour tous (EPT) requiert une initiative globale accompagnée d'objectifs ambitieux. Un Fonds mondial pour l'éducation doit donc :

- **Être étendu pour inclure tous les objectifs du projet EPT** tout en restant concentré sur l'universalisation de l'enseignement primaire. Il doit être suffisamment souple pour s'adapter à l'évolution des besoins du secteur de l'éducation de base. Les pays doivent être en mesure d'aboutir à un consensus démocratique sur l'éducation et ses priorités plutôt que d'avoir à suivre des priorités définies par les donateurs.
- Se montrer plus souple pour **inclure les millions d'enfants vivant dans des régions instables ou en conflit**. Ce défi ne doit pas être relégué vers un fonds distinct, mais s'inscrire dans une initiative globale et cohérente en matière d'éducation. S'inspirant du cadre

évolutif du FTI, la nouvelle initiative doit prévoir un processus d'approbation plus souple, avec un soutien adapté au contexte de chaque pays et aux progrès réalisés.

- **Réformer le cadre politique** pour supprimer tout recours à des références universelles telles que les grilles salariales des enseignants et d'autres prescriptions uniformes. Au contraire, les références doivent être choisies en fonction du contexte propre à chaque pays.

5

Conclusion : vers un Fonds mondial pour l'éducation

La communauté internationale doit désormais s'unir au sein d'un partenariat pour lutter contre l'un des problèmes les plus urgents de notre temps en matière de droits de l'homme : le déni du droit à une éducation de base pour des millions de garçons, de filles, d'adolescents et d'adultes vivant dans les pays les plus pauvres.

72 millions d'enfants dépendent d'une réforme du FTI en un Fonds mondial pour l'éducation à la fois efficace et ambitieux.

Comment le leadership américain peut-il inverser la tendance ?

Bien que le Fonds mondial pour l'éducation ne doive pas être le projet d'un seul donateur, les États-Unis sont idéalement placés pour jouer un rôle politique fort.

Les États-Unis sont actuellement à la traîne dans la promotion des objectifs du projet EPT et n'ont pas participé activement à l'initiative Fast Track. Or, lors de sa campagne présidentielle, Barack Obama s'est engagé à créer un Fonds mondial pour l'éducation de 2 milliards d'USD. Cette promesse a été réitérée par la Secrétaire d'État Hilary Clinton, connue pour son engagement fort en faveur des programmes globaux pour l'éducation. Par ailleurs, en 2008, les États-Unis se sont engagés à rendre leur aide internationale plus efficace en signant le programme d'action d'Accra AAA (Accra Agenda for Action) lors du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide.

Le Fonds mondial pour l'éducation pourrait devenir le modèle d'une réforme de développement plus vaste améliorant non seulement l'impact de l'aide en faveur de l'éducation, mais présageant également d'investissements américains renforcés pour rendre cette aide plus efficace.

Un engagement immédiat de tous les donateurs

Les objectifs du projet Éducation pour tous (EPT) ne pourront être atteints qu'au prix d'une action immédiate et concertée de tous les états

et institutions donateurs. Toute réforme du système de financement de l'éducation est vaine sans le leadership politique fort émanant d'une masse critique de donateurs. Le premier sommet G8-G20 qui se tiendra au Canada mi-2010 constitue une opportunité idéale pour lancer cette collaboration.

Les états des pays en développement ont démontré leur engagement en faveur de l'éducation et appellent à une aide d'urgence. Le Fonds mondial pour l'éducation doit être la réponse à cet appel.

6

Recommandations

- Lors du sommet G8-G20 de 2010 au Canada, les états donateurs devront mettre en place une nouvelle initiative globale de financement de l'éducation, un Fonds mondial pour l'éducation, dans le cadre d'un partenariat étroit avec la société civile et les états des pays du Sud. Cette initiative doit découler d'une réforme profonde du FTI, refondu en une initiative capable d'atteindre l'objectif de l'Éducation pour tous.
- Dans cette perspective, les donateurs doivent s'engager à réapprovisionner entièrement le Fonds catalytique du FTI. Ce financement doit être conditionné par la réforme intégrale du FTI. Le réapprovisionnement est urgent pour éviter toute interruption de l'aide dans les pays FTI, qui aurait des conséquences dramatiques pour les enfants. Ainsi, les donateurs ne doivent pas attendre la fin du processus de réforme pour agir. Un groupe de travail technique doit être constitué immédiatement pour mettre en place un nouvel instrument de financement et pour transférer rapidement les fonds CF actuels vers un instrument plus souple et plus rapide dans le cadre d'une initiative réformée.
- À l'approche du G8 de 2010, le Conseil du FTI doit former un Groupe de travail de transition représentant mieux le partenariat FTI étendu, chargé d'élaborer des réformes stratégiques profondes de l'initiative Fast Track. Ce groupe devra répondre aux recommandations de l'Évaluation intermédiaire et travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat Fast Track afin de capitaliser sur ses vastes connaissances institutionnelles. Les états des pays en développement et les partenaires de la société civile, au Nord comme au Sud, devront participer activement à l'élaboration des réformes.
- Tous les donateurs doivent augmenter d'urgence leur aide en matière d'éducation de base afin de garantir que la crise économique ne donnera pas lieu à des interruptions de l'aide à court terme qui auraient des conséquences durables pour les enfants les plus pauvres. Ils doivent améliorer la qualité de leur aide en veillant à ce qu'elle soit transparente et prévisible, en s'assurant qu'elle permet de renforcer les capacités dans les pays bénéficiaires, et qu'elle est adaptée aux priorités et aux stratégies du pays en question.

- La Banque mondiale doit augmenter ses allocations en faveur de l'éducation dans les pays les plus pauvres qui en ont le plus besoin et redoubler d'efforts en matière de qualité et de résultats éducatifs. Elle doit abandonner sa mainmise sur le FTI tout en renforçant sa participation dans l'initiative réformée, en tant que partenaire donateur clé.
- Les états des pays en développement doivent continuer de privilégier l'éducation de base en augmentant la part des ressources nationales consacrées à l'éducation et en améliorant la qualité de leurs systèmes éducatifs.
- Tous les partenaires doivent veiller à la participation et à l'implication réelles de la société civile dès le début du processus. La participation étendue des pays du Nord et du Sud est essentielle.

Notes

¹ Les six objectifs de l'Éducation pour tous portent sur les thèmes suivants : protection et éducation de la petite enfance, universalisation de l'enseignement primaire, apprentissage et savoir-faire des jeunes, alphabétisation des adultes, parité entre les sexes et qualité de l'éducation.

² UNESCO (2010) « Atteindre les marginalisés », Rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2010.

³ UNESCO (2010) *op. cit*

⁴ Cambridge Education *et al.* (novembre 2009) « Mid Term Evaluation of the EFA Fast Track Initiative », Draft Synthesis Report.

⁵ Cambridge Education *et. al* (novembre 2009) *op. cit*.

⁶ Oxfam America (2009) « Ownership in practice: The key to smart development ». Ce document présente un ensemble innovant de politiques conçues pour renforcer l'appropriation nationale en alliant « informations, capacité et contrôle ». Cet ensemble de politiques est ici appliqué à l'aide consacrée à l'éducation.

© Oxfam International, janvier 2010

Cette note d'information a été rédigée par Katie Malouf Bous. Oxfam remercie Chikondi Mpokosa, Lindy van Vliet, Sasja Bokkerink, Ronald Siebes, Anna Coryndon, Sarah Beardmore, Kevin Watkins, Desmond Bermingham et Lucia Fry pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



Oxfam International www.oxfam.org

Oxfam International est une confédération de 14 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org), Oxfam Allemagne (www.oxfam.de), Oxfam Australie (www.oxfam.org.au), Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be), Oxfam Canada (www.oxfam.ca), Oxfam France - Agir ici (www.oxfamfrance.org), Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk), Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk), Intermón Oxfam (Espagne) (www.intermonoxfam.org), Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org), Oxfam Mexico (www.oxfamexico.org), Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl), Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz) et Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam India (www.oxfamindia.org)
Oxfam Japan (www.oxfam.jp)

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)
Courriel : ucodep-oi@oxfaminternational.org

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr Courriel : advocacy@oxfaminternational.org